LEMA

EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°200 Zkia - Mai 2015ko Maiatza

HILABETEKARIA
MENSUEL : 2 €

EAJ-PNB : 1ère force en Pays Basque Sud ?



N° 200
p. 2-3

Jeunes et eurocité
p. 7

Réchauffement climatique
p. 14-15

Centre de la Nive
p. 16-17

www.eaj-pnb.eus

eaj pnb

Jeltzaleak / Les Démocrates Basques

LEMA : 18 ans de passion et d'information

Vous tenez entre vos mains ou sur votre écran, le n° 200 de LEMA. 200 numéros pour 18 ans de parution. L'âge de la raison ? Non, l'âge de la passion !

Que de chemin parcouru depuis ce mois de février 1997 où nous faisions paraître, un peu dans l'urgence, le premier numéro d'un nouveau journal – ou plutôt d'un nouveau mensuel... Il avait fallu trouver un titre, qui exprime au mieux les ambitions d'EAJ-PNB qui venait de faire peau neuve en avril 1996. Il fallait choisir : faire renaître Aintzina (la vénérable publication de l'Abbé Laffitte dans les années 1930) ou regarder vers l'avenir avec un nouveau magazine ? La décision fut prise sans grande hésitation.

LEMA, le gouvernail

Et le n°1 de LEMA annonçait la couleur : *«Le titre de cette nouvelle publication n'a pas d'histoire, mais il a un sens, comme l'Histoire elle-même a un sens : LEMA (...) dans notre langue plusieurs fois millénaire, cela signifie le gouvernail, le timon. Un symbole que nous offrons aux basques de la terre comme à ceux de l'océan. Notre ambition est de donner un cap, d'indiquer le chemin qui ménera le Pays Basque à une conscience nationale, à l'unité de destin de ses provinces, à l'Europe de demain (...). Autour de Lema, autour d'EAJ-PNB, avec tous ceux qui partagent nos ambitions pour ce pays, nous maintiendrons le cap, nous garderons la bonne direction, en évitant tout écart, tout excès et toute dérive (...).»*

Et pour bien marquer le lien entre le passé et l'avenir, nous concluyions : *«La liberté, la conviction et l'honnêteté : voilà la profession de foi de ceux qui aujourd'hui, avec enthousiasme et modestie, reprennent le flambeau d'un abertzalisme constructif porté avec tenacité par nos précédesseurs depuis l'aventure lointaine d'Aintzina».* Nos prédecesseurs, c'était aussi le noyau de rédacteurs et de sympathisants qui pendant 15 ans avaient porté le bimensuel Ager, autour de Ximun Haran, Jean Aramendy, Anddé Obac-Etchegaray, Jean Barrenetche, Michel Epherre,...

Informer, témoigner, expliquer

En 18 ans, LEMA n'a jamais failli à son serment : informer, témoigner, expliquer, proposer. Comme EAJ-PNB dont il est – aussi – le porte voix en Iparralde, LEMA a connu quelques remous, quelques doutes, mais



Lema : le reflet de l'activité du parti et du Pays Basque

toujours un enthousiasme débordant, jamais démenti, autour d'un groupe de rédacteurs fidèles et bénévoles, et de nombreuses collaborations régulières.

LEMA a connu des évolutions, parfois osées – comme ce changement de format en 2000-2001 (pas vraiment notre meilleure idée !) -, de véritables innovations qui ont popularisé notre «marque» dans tout Iparralde, à travers les conférences-débats itinérantes des «LEMA Eguna», des expériences originales mais éphémères avec le blog «Lema.eu», des dossiers thématiques dont nous sommes fiers, des dessins corrosifs mais jamais méchants, des débats parfois vifs...

Nos ambitions pour aller plus loin

Il y a aujourd'hui les projets de développement : plus de lecteurs, plus d'abonnés, plus de collaborateurs, et sans doute prochaînement un site internet entièrement repensé pour propulser LEMA sur le web, qui laissera encore plus de place à l'euskara.

Il y a aussi des ambitions : approfondir notre réflexion et celle du PNB, dans les domaines de l'économie, de la santé, des infrastructures, de la démocratie, de l'histoire du Pays Basque et du nationalisme.

Ce n°200 est aussi l'occasion de remercier toutes celles et ceux qui ont fait et qui «font» LEMA, en rédigeant les articles, en le maquettant, en l'imprimant, en le lisant et en le diffusant aux quatre coins du Pays Basque et de l'Europe. LEMA, c'est encore ce clin d'oeil à nos amis du Pays Basque sud, où notre magazine est reçu dans les 250 batzokis du PNV.

Et comment ne pas rendre hommage à celui qui depuis 18 ans nous rappelle à l'ordre à chaque numéro et sillonne le Pays Basque pour recueillir témoignages et interviews ; celui qui est un peu l'âme de LEMA : MILESKER zuri Beñat !

Gora LEMA !

Manu

Le gouvernail Lema franchit le cap des 200 numéros !

Le mensuel Lema (le gouvernail, en euskara) était né en Février 1997, suite au renouvellement de la direction d'EAJ-PNB, conduite par Fernando Almandoz. L'opportunité de créer cet outil d'information semblait évidente, tant les militants de l'époque étaient des lecteurs assidus voire des rédacteurs du mensuel Ager, créé plus de 15 ans auparavant pour défendre le Gouvernement Basque et EAJ-PNB.

Une page se tournait. EAJ-PNB décidait de devenir un Parti politique, à part entière, avec des militants, des projets, des programmes, des candidats aux différentes élections. Lema devait être l'instrument de diffusion de ses idées. Lema devint à son tour, le compagnon de route des nouveaux militants jeltzale. Il a traversé les différentes périodes vécues par EAJ-PNB, en Pays Basque nord. 20 ans plus tard, EAJ-PNB a bien évolué, même si les derniers résultats électoraux montrent le chemin à parcourir.
Il nous a aidés à réaliser les premiers pas, les plus difficiles. Lancer un Parti nécessite patience, persévérance, cohésion et travail. Ce n'est pas une affaire de sprinter mais de marathonien résolu afin de gagner progressivement sa place.

Toujours là !

Bien des responsables politiques se sont cassés les dents à l'heure de créer et de pérenniser un Parti. EAJ-PNB n'a pas connu la flambée électorale de CPNT, mais il est toujours là. A différentes époques, des personnalités centristes ont lancé leur mouvement régionaliste, en Pays Basque nord, mais aucun n'a résisté à l'épreuve du temps.

EAJ-PNB n'est plus un embryon de Parti. Et même s'il n'est pas encore un mouvement, enraciné sur l'ensemble du Pays Basque, EAJ-PNB a progressé. Les voix qui critiquaient notre raison d'être, en Pays Basque nord, au nom de l'union abertzale se sont affaiblies. De nouveaux militants ont intégré l'aventure jeltzale ces dernières années. De nouveaux talents s'affirment dans les Conseils municipaux. EAJ-PNB est devenu aussi une force de propositions, Lema a contribué à cette évolution, grâce à l'effort opiniâtre des rédacteurs militants de notre mensuel. Un grand merci à chacun d'entre eux. Ils méritent toute notre gratitude, eux qui prennent des minutes précieuses de leur temps de loisirs limité, pour rédiger l'article du mois.

L'avenir de Lema ?

Comment intégrer Lema à Internet et aux réseaux sociaux ? La question est posée, mais Lema a aidé le bâteau PNB à quitter son port d'attache, pour prendre la mer et même entrer dans les eaux électorales les plus tumultueuses. Bon vent à EAJ-PNB !

Beñat Oteiza



EAJ-PNBko hautagai belanauldi berria, Bizkaian, Unai Rementeria (erdian), Ahaldun Nagusirako hautagaiaren ingururuan

Une nouvelle génération de candidats, en Biscaye, atour de Unai Rementeria (au centre), candidat au poste de député général de Biscaye

600.000 euroko diru laguntza ikastetxeetan ingurumen-hezkuntzako proiektuentzat

Eusko Jaurlaritzako Ingurumen eta Lurralde Politika Sailak eta Hezkuntza, Hizkuntza Politika eta Kultura Sailak 600.000 euroko diru-laguntzak emango dituzte, 2015-2016 ikasturtean Eskolako Agenda 21 programa gauzatzeko, ingurumen-hezkuntzako proiektuen bidez, unibertsitatekoak ez diren EAEko ikastetxeetan.

Oregi eta Uriarte sailburuek gaur jakinarazi dutenez, diru-laguntzen zenbatekoa sail horien diru-laguntzen aginduan sartu dute. Aurtengo edizioan, Euskal Autonomia Erkidegoan dauden ikastetxe publiko eta itunpeko pribatu guztiak (unibertsitatekoak ez direnak betiere) laguntza-deialdira aurkeztu ahal izango dira; jasangarritasunerako hezkuntza-proiektu bat aurkeztu ahal izango dute, ikastetxe bakoitzak egiten dituen jarduera guztiak bilduta.

Diagnostia baten beharra

Proiektua ikastetxearen urteko planean eta hezkuntza- eta curriculum-proiektuetan jasota egongo da, eta, oinarrizko hezkuntza ematen den kasuetan (lehen hezkuntza, derrigorrezko bigarren hezkuntza), zikloetako batean behintzat ikasle guztiek parte hartu beharko dute.

Proiektuak diagnostiko-fase bat izango du aukeratutako gaia ikastetxeak zer egoeratan daukan aztertzeko, dela curriculum-berrikuntzan, dela kudeaketan eta partaidetzan, dela herrian. Era berean, ekintza-plan bat eta proiektuaren ebaluazio bat ere izango ditu, aldez aurretik zehaztutako adierazleen arabera. Horrez gain, proiektua garatu bitartean antolatzen diren udal-foroetan ere parte hartuko du ikastetxeak, eta, era berean, ingurumen-hezkuntzako eskolaz kanpoko ikastegiak eta ingurumen-ondarea ezagutaraztera zuzendutako bisitak ere egingo dira Euskal Autonomia Erkidegoaren barruan, diru-laguntza jasoko badute.

220 000 eskolaumeak jasangarritasun hezkuntza jarraitzen

Diru-laguntza jasotzeko aurkezten diren jarduerak 2015-2016 ikasturtean egin beharko dira. Eskabidearekin batera, diruz laguntzea nahi duten proiektuaren aurrekontu orokorra aurkeztu beharko dute ikastetxeek. Eskabide guztiak bide telematikoz egingo dira.



Ingurumenaren gaiaren heziketa gazte gaztetik egin biharko hiritar arduratsuak preparatzeko

Eusko Jaurlaritzaren Eskolako Agenda 21 2003an sortu zen. Egun, Euskadiko 118 herriko etxeetako 460 ikastetxek parte hartzen dute ; hau da, 220.000 eskolaumek jasotzen du Euskadin jasangarritasunarekin lotutako hezkuntza modu erregularrean.

Eskolako Agenda 21 Eusko Jaurlaritzaren Ingurumen eta Lurralde Politika Sailak eta Hezkuntza, Hizkuntza Politika eta Kultura Sailak sustatzen dute, eta ezarritako ikastetxeetan kalitatea eta jasangarritasuna sustatzen ditu, eskola-komunitatearen partaidetzari eta ikasleek izaten duten protagonismo aktiboari esker. Eskolako Agenda 21en bitartez, gazteek beren inguruko ingurumen-arazoak ezagutzen eta ulertzen dituzte, eta modu arduratsuan parte har dezakete gizarte bidezkoagoa eta jasangarriagoa lortzeko. Programak aurkezten duen erronkarik garrantzitsuenetako bat hezkuntza da, belaunaldi berriekin hartutako konpromiso gisa. Unescok, 2014ko abenduan, planeta osoko 25 hezkuntza-jardunbide egokienetako bat bezala aukeratu zuen Euskadiko Eskolako Agenda 21.

« Hezkuntza da ingurumena eraldatzeko behar den aldaketa sustatzeko erremintarik ahaltsuenetako bat, baita biharko belaunaldietako gazteek konpromiso etikoa eskuratzeko oinarria sendotzeko ere », baieztatu du Ana Oregik, Ingurumen eta Lurralde Politikako sailburuak.

Iturria : www.irekia.euskadi.eus

Angel Toñak positibotzat jo du enpleguaren bilakaera

Eusko Jaurlaritzako Enplegu eta Gizarte Politiketako sailburu Ángel Toñak positibotzat jo du urteko lehen hiruhilekoan langabezia % 1,67 jaitsi izana.

Lan Harremanen Kontseiluko Donostiako egoitzaren inaugurazioan izan da sailburua, eta enpleguaren urte arteko bilakaera positiboa izan dela adierazi du, Euskadin % 1,07 hazi baita eta Espainian % 0,07. Dena den, adierazi du zoritxarrez datu on horiek ez dutela kalitate handiagoko enpleguen sorrerarekin bat egin. Euskadin kontratu mugagabeak dituzten langileak % 78,2 dira, Estatuan baino ia % 2 gehiago. Biztanleria aktiboaren inkestaren arabera, Euskadiko langabeen kopurua 2.900 pertsonatan gutxitu da; beraz, orain 171.200 dira langabeak.

Hiruhileko arteko eta urte arteko zifrei dagokienez, langabe kopurua txikitu egin da bietan; horrenbestez, bilakaera positiboa izan dute. Urte arteko tasari dagokionez, % 4,3 txikitu da, hau da, Estatuko zifraren erdia gutxi gorabehera. Biztanle aktibo landunei dagokienez, 4.200 gutxiago dira (% 0,48), 870.300 landuneraino.

Iturria : www.irekia.euskadi.eus

Euskadi Pirinio Atlantikoko Turismo Topagunean egoiten da bigarren urtez



Turismo topaketa toki berezi batean
Unai Rementeria, Bizkaiko Ahaldun Nagusirako hautagaia

Euskadiko turismogintzako zenbait profesionalek Iparralderekin harremana sendotzeko lan-topaketa batean parte hartzen dute

Euskadiko turismogintzako zenbait profesionalek –Itourbaske informazio-bulegoen sareko kideak, Basquetour-Turismoaren Euskal Agentziakoak eta Eusko Jaurlaritzakoak– Pirinio Atlantikoko 21. Turismo Topaketan parte-hartzen dute, Maiatzaren 4 eta 5an, Biarno-Euskal Herria Turismo Departamenduko batzordeak gonbidatuta. Euskadi bigarren urtez egoiten da topagune horretan ; izan ere, aukera paregabea da Iparraldeko eta beste erkidego batzuetako turismo-bulegoekin harreman arinak sustatzeko.

Frantziatik datorren turismoa % 45 hazi da azken bost urteetan eta, dagoeneko, Euskadi bisitatzen duten pertsonen % 15,2 da frantsesa. Beraz, lehentasunezko merkatua da euskal turismo-sektorearentzat, eta oso garrantzitsua da berau ondo zaintzea. Maiatzaren 4rako eta 5erako Moneingo herriko etxean antolatzen diren jardueretan parte-hartzen duen Euskadiko ordezkaritzak informazioa trukatzen du Nafarroako, Pirinio Atlantikoko eta Aragoiko turismo-bulegoekin. Programa barruan Saint Girons-eko herriko elizari bisita sartu da; izan ere, ontzigintzako ingeniari berak egin zituen San Juan itsasontzia (irudian ikus daitekeen moduan, iraulitako itsasontzi bat) eta eliz horretako estalduraren arotzeria-lana (haritz-zurez egindako ingeniaria-lan benetan mardula). Hori aintzat harturik, Albaola – San Juan 2016 proiektua aurkeztuko zaie topagunean parte-hartzen duten guztiei (http://www.albaola.com/es).

Iturria : www.irekia.euskadi.eus

Ertzaintzaren 25. Promoziorako, 4.588 izangaik eman du izena

Ertzaintzaren 25. Promozioa izango denaren hautaketa-prozesuan parte-hartzeko, guztira 4.588 pertsonak eman du izena, gizon eta emakumeren artean. Eskainitako 250 lanpostuetako bat lortzeko izen emateko epea joan den martxoaren 18an ireki zen, EHAAn argitaratu ondoren, eta gaur (osteguna) amaitu da, goizeko hamaiketan. Hautaketa prozesuaren lehen azterketa datorren ekainaren 6an egingo da, Barakaldon, Bilbao Exhibition Centerren instalazioetan.

Guztira, bi sexuetako 4.588 gaztek egin dute Ertzaintzaren 25. Promozioa izango denaren hautaketa-prozesuan parte-hartzeko eskaera. Izena eman dutenen artean, 3.447 gizonak dira (% 75,13) eta 1.141 emakumeak (% 24,87).

Pertsona gehienak Euskaditik etortzen

Izangaien jatorri-lurraldeari erreparatuz gero, Bizkaikoak dira gehiengo (% 55,65), ondoren, Gipuzkoakoak (% 22,5) eta Arabakoak (% 13,85). Gainerakoak (% 7,9) beste lurralde batzuetatik datoz, bereziki, Nafarroatik, Errioxatik eta Kantabriatik. Adinari bagagozkio, 400ek (% 8,75) 35 urtetik gora dituzte, eta haien batez besteko adina 39 urte da. Beste izangaien artean, 27 urte da batez besteko adina, beraz, promozio hau gazteagoa da aurrekoaren (2014koaren) aldean, batez besteko adina 29 zenean.

Titulu akademikoaren arabera, % 15,6k lehen mailako ikasketa titulua dute, % 18,4k Batxilergoko titulua, % 8,2k Diplomaturakoa, % 14,2k Lizentziatura bat, eta % 28,9 goi-mailako teknikariak dira edo goi-mailako Lanbide Heziketa ikasi dute. Deialdian 250 lanpostu eskainiko dituzte, eta postu-erdiak iraungita du hizkuntza-gaitasuna egiaztatzeko data.



Ertzaintzaren geroaren zati bat segurtatzen

Lehenengo azterketa ekainaren 6an BECen

Hona hemen deialdiaren oinarrietan ezarritako zenbait betekizun: Espainiako nazionalitatea izatea, adinez nagusia izatea eta 35 urte beteta ez izatea, gizonen kasuan 1,65 metro neurtzea gutxienez eta emakumeen kasuan 1,60 metro, bigarren hezkuntzako graduatu-titulua, eskola-graduatua edo lehen mailako lanbide-heziketako graduatu-titulua edo baliokidea izatea, edo gorakoko mailako tituluren bat, mediku-esklusioen koadroan ez egotea eta ez egotea kondenatuta ez dolozko delituren batengatik, ez eta besteren batengatik ere.

Ertzaintzaren lanpostu-deialdi honetan, nabarmentzekoa da oposizioa gainditu baina lanposturik lortu ez dutenek aukera izango dutela bitarteko udaltzainen zerrendan izena emateko, hala eskatuz gero. Prestakuntza-ikastaroa amaitzean, aipatutako lan-poltsa horretan sartuko dira eta urte-sasoiko lanpostu hutsak bete ahalko dituzte euskal udalerrietan.

Lehen azterketa ekainaren 6an egingo dute, Barakaldoko Bilbao Exhibition Centerren.

Iturria : www.irekia.euskadi.eus

José Mari Arizmendiarrieta et sa valise en carton

Arizmendiarrietaren lagunak elkartea a célébré le centième anniversaire de la naissance du prêtre grâce auquel Mondragon est devenu une référence mondiale du coopérativisme.

Ceux qui le virent faire son entrée dans la ville d'Arrasate par une journée grise et pluvieuse de l'année 1941 avaient entrevu un homme portant une valise en carton et son nécessaire de prêtre pour tout bagage. José Mari Arizmendiarrieta (1915-1976) commença par se diriger vers l'église paroissiale pour y prier un moment. Originaire de Markina en Biscaye, il venait d'être nommé prêtre auxiliaire de la bourgade industrielle que la guerre civile avait divisée en deux camps apparemment irréconciliables. Il était loin de se douter de ce qui l'attendait ! En 40 ans, l'homme allait transformer la ville du tout ou tout, en jetant les bases du conglomérat de coopératives (Mondragon Cooperative Corporation, MCC) mondialement connu aujourd'hui. Le prêtre décidé à raviver la foi de ses paroissiens allait commencer par mobiliser les jeunes. La création d'un terrain de foot et d'une école technique professionnelle, furent les préludes à la construction du groupe MCC fort d'environ 74 000 personnes, 257 entreprises et filiales dispersées dans la planète.

Simone Weil et le travail social

Le 22 avril, l'association Les Amis d'Arizmendiarrieta (où se retrouvent de nombreux ex-dirigeants coopérateurs) célébrait le centième anniversaire de la naissance de l'ecclésiastique. Cérémonie discrète en présence notamment de José Maria Ormaetxea et Alfondo Gorroñogoitia, derniers survivants du groupe des cinq jeunes gens qui donnèrent leur nom à Ulgor en 1959, devenue Fagor Electrodomesticos vaisseau amiral de MCC (1). Une semaine plus tard, Polo Garaia recevait sous l'égide de Mondragon Unibertsitatea (à deux pas



Don Jose Maria Arizmendiarrieta, le fondateur de la Mondragon Corporation, un intellectuel humaniste dans l'action

du siège de MCC), une conférence dédiée au thème du Travail, tel que le concevaient la philosophe française Simone Weil (1909-1943) et le prêtre de terrain José Mari Arizmendiarrieta. Tout ou presque séparait ces deux-là, excepté leur humanisme et le culte qu'ils vouaient au travail digne, humanisé, vu comme vecteur de développement personnel et de spiritualité. Simone Weil était parisienne, issue d'un milieu de grande culture, juive, militante politique (communiste antistalinienne), professeure de philosophie. Il était fils d'agriculteurs, curé de campagne dans un pays pauvre et meurtri, plombé par la dictature franquiste. Que se seraient-ils dit si leurs chemins s'étaient croisés ?

Une austérité totale

Emilia Bea, juriste, membre de l'Association pour l'étude de la pensée de Simone Weil, professeur à l'Université de Valence en Espagne (spécialiste de philosophie du droit et politique) s'est penchée sur la question lors de cette journée dédiée au thème du travail, d'éternelle actualité (2). La personne de Don José Mari (ainsi l'appelait-on communément) revient elle aussi dans l'actualité en ce XXIe siècle livré à une mondialisation qu'il n'avait sans doute jamais entrevue dans sa globalité. Evolution qui conditionne le devenir de MCC comme l'a démontré le drame de Fagor Electrodomesticos dont la faillite signée le 13 novembre 2013, fut un crève-cœur. Ceux qui le côtoyèrent parlent encore du prêtre avec tendresse. Tel l'un de ses anciens proches voisins (ex-directeur financier de MCC) qui évoque la figure cet apôtre du travail solidaire vivant dans une austérité totale. Notons par ailleurs qu'un groupe de laics (étranger à l'Association Amigos de Arizmendiarrieta) s'est engagé dans un long processus de canonisation du prêtre auprès du Vatican, objectif encore loin d'être acquis à ce jour.

(1) Les trois autres : Jesus Larrañaga, Luis Usatorre, Javier Ortubay
(2) « Le travail comme objet de contemplation. Simone Weil et la condition ouvrière »

Musée basque. Si l'on s'en tient à la promesse électorale des candidats d'EAJ-PNB à la Diputacion de Biscaye et à la mairie de Bilbao, Unai Rementeria et Juan Mari Aburto, ce site emblématique sera réhabilité et modernisé. Les candidats veulent en faire le lieu de référence qu'il n'est pas à ce jour dans la cité.

Djihadisme. La direction de la Ertzaintza a annoncé la mise en route d'un plan de protection de ses agents contre le terrorisme djihadiste. Selon Juan Vicente Bilbao, directeur des services d'« intelligence criminelle » de la police basque, ceci relève d'un large plan de protection des populations.

Redressement. L'activité des parcs technologiques d'Euskadi en 2014 est en phase de regain économique. Ils regroupent 402 entreprises, près de 15 000 emplois pour un chiffre d'affaire voisin de 4 milliards d'euros. 32 entreprises nouvelles accueillies en 2014. Niveau des commandes rassurant. En Euskadi, la haute technologie bat ses records à l'exportation.

Electricité. La construction (fort complexe) d'un câble électrique sous-marin Bordeaux-Bilbao avalisée par l'Espagne, le Portugal et l'Europe pourrait commencer d'ici deux à trois ans. Elle devrait permettre d'améliorer les connexions France-Espagne.

Les jeunes de l'Eurocité basque ont pris la parole

Depuis septembre 2014 et durant six mois, le projet Forum jeune de l'Eurocité a mobilisé activement des jeunes de 18 à 33 ans d'Iparralde et d'Hegoalde autour de l'avenir de l'Eurocité basque.

Porté par Eusko Ikaskuntza et Xaretu elkartea, les participants ont joué leur rôle de citoyens pour contribuer à améliorer leur quotidien. Ils ont ainsi exprimé « la voix des jeunes », en travaillant sur les différentes thématiques traitées durant ce processus participatif : coopération entre-entreprises et emploi transfrontalier, plurilinguisme et médias, coopération culturelle et aménagement du territoire.

Ils ont également proposé des projets concrets qui pourraient être portés par les différents membres de l'Eurocité basque ou d'autres acteurs. Leurs résultats ont ainsi été restitués lors d'une conférence débat organisé le 16 avril dernier à Ficoba, à Irun.



Des débats fructueux pour mieux se connaître

Des projets et des attentes

Surtout, le Forum Jeune de l'Eurocité a été une occasion pour ces jeunes de se rencontrer, de réfléchir, débattre et s'exprimer collégialement. Pour ces jeunes représentatifs de la jeunesse locale (ils sont étudiants à l'université, employés ou chefs d'entreprises…) et qui sont confrontés au quotidien aux difficultés de logement, de transport, du travail, des garderies … l'intérêt était aussi de signifier aux institutions ce qu'ils attendent, ce qu'ils espèrent voir se réaliser pour le bien commun. Sans véritablement de la défiance vis-à-vis des institutions, les jeunes ont ébauché un futur qu'ils souhaitent sans recourir aux intermédiaires traditionnels que sont les partis politiques, les syndicats, les experts ou les leaders d'opinion. A travers leurs représentations, d'eux-mêmes et des autres de l'autre côté de la frontière, ils ont pris conscience de leur différence.

Se connaître pour communiquer

Et oui, certains sont plus urbains et marqués par la révolution industrielle alors que les autres sont plus imprégnés par la culture d'un Etat omniprésent. Ils ont beau partager une langue commune, l'euskera, mais pour que leur territoire fasse sens, il faut aussi encourager l'apprentissage et l'usage à la fois du castillan et du français.

Ici, comme le rappelle le rapport, la méconnaissance réciproque et les frontières mentales continuent de rendre difficile la prise de décisions et la mise en place de projets concrets. *« On ne peut pas changer une réalité si nous ne la connaissons pas »* ont-ils pu dire. Grâce au processus participatif, les jeunes ont pris conscience qu'ils ont cassé un certain nombre de préjugés qu'ils avaient de ceux de « l'autre côté » de la frontière. L'ignorance relative a laissé la place à la communication. Néanmoins, ils savent que ces préjugés persistent dans la société.

Des initiatives concrètes

Alors, que faire pour mieux se connaitre ? Pour mieux collaborer, en particulier économiquement ? Les jeunes ont proposé quatre ébauches de projets pour que les institutions les poursuivent :

Eurohiria Bizi. Association représentée par des agents sociaux et la citoyenneté pour l'intégration, la participation et la diffusion du territoire Eurobasque.
Plateforme Hiritruke.eus. Site web pour favoriser les échanges dans le domaine culturel, les loisirs et les sports, ainsi que pour partager les expériences et les bonnes adresses.
Transhiria: Encourager la mobilité Nord-Sud du Pays Basque grâce à un réseau de modalités coordonnées qui relient le train, l'autobus, tramway, parking, etc.
Euskal Herriko Labela: Marque commune pour tout le territoire basé sur le soutien social et environnemental, le travail local et les circuits courts, générés par les échanges utilisant la monnaie Eusko.

Soutenu par le Fond commun de Coopération de l'Eurorégion « Aquitaine Euskadi ", l'Agence transfrontalière pour le développement de l'Eurocité, le Gouvernement basque et la Diputación Foral de Gipuzkoa, les jeunes ont travaillé ensemble pour établir leur propre diagnostic et faire des propositions stratégiques sur leur Eurocité basque et adresser leurs conclusions à ces mêmes institutions. Lors de la restitution de leur travail, l'Agence de l'Eurocité leur a tendu la main pour poursuivre le travail ensemble. S'ils ont pris la parole sur la place publique, c'est aussi pour que les institutions prennent la mesure de leur réalité.

Le rapport est disponible sur le site d'Eusko Ikaskuntza, dans les trois langues de l'Eurocité : http://www.eusko-ikaskuntza.org/upload/docs/Eurohiria2015_fr.pdf

Elections municipales et forales en Pays Basque sud

Ce 24 mai , les électeurs basques de l'Etat espagnol sont appelés aux urnes pour renouveler leurs communes et leurs diputacion foral de Araba, Biscaye et Gipuzkoa, ainsi que le Parlement foral pour les Navarrais. Les Espagnols éliront également les représentants des Communautés Autonomes classiques, l'Andalousie, la Galice, la Catalogne et bien évidemment, la Communauté autonome Basque n'étant pas concernés. L'occasion de faire le point sur la réalité politique et historique des 4 territoires basques du Pays Basque sud. En commençant par la province mère : la Navarre.

La Navarre, un fort particularisme identitaire

Les Navarrais choisiront les élus au Parlement foral de Navarre et ceux de chaque commune navarraise.

Mémoires navarraises

La Navarre est le seul territoire historique basque issu d'un Royaume. La fierté navarraise contemporaine est encore liée à son histoire prestigieuse. Suite au saccage de Pampelune par l'armée de Charlemagne et la menace musulmane de l'Emirat de Cordoue, au Sud, un premier royaume défensif se constitue autour de Pampelune, au IXe siècle et se donne Iñigo Arista pour roi. Douze rois basques se succèderont jusqu'en 1234 et ce royaume, régulièrement menacé par ses voisins aragonais ou cantabre connaîtra des périodes d'extension, en particulier, durant la première moitié du XIe siècle, sous le règne de Sancho III dit le Grand et des périodes de rétraction.

Fin du règne basque

Blanche de Navarre, la sœur de Sancho le Fort, marié à un noble Champenois permettra à son fils Thibault de Champagne d'accéder au royaume de Navarre. A la suite de la maison de Champagne, le Royaume de Navarre sera successivement gouverné par des dynasties de la « sphère française », les maisons d'Evreux, de Foix , d'Albret et pour finir par des Bourbons. La partie sud du Royaume de Navarre appelée aussi Haute-Navarre fut conquise par les Castillans, en 1521, alors qu'au nord des Pyrénées, la résistance continua et décida les Castillans à céder le territoire de la Basse-Navarre. Le grand père d'Henri IV, Jean d'Albret fut le premier souverain à régner sur ce territoire réduit de l'antique grande Navarre. Jeanne d'Albret, sa fille, fervente protestante devint reine de ce Royaume. Mariée à un Bourbon, son fils Henri III de Navarre devient ultérieurement Henri IV« Roi de France et de Navarre ».

La rupture carliste



Manu Ayerdi, président navarrais d'EAJ-PNB et un des leaders de Geroa Bai

Tout au long du XIX e siècle, le sentiment navarrais était majoritairement lié au sentiment basque, en Haute-Navarre. Les Basques des 4 provinces du Sud furent à la pointe des guerres carlistes, qui étaient avant tout des guerres de succession du trône d'Espagne. Elle opposa Don Carlos, fervent catholique et traditionnaliste à sa nièce Isabelle, défendue par le camp libéral, héritier des idées de la révolution française. Le roi Ferdinand VII abolit la loi salique qui empêcha son frère cadet Don Carlos d'accéder au trône. Craignant un pouvoir centraliste et anti-catholique, les Navarrais, comme les autres Basques se battirent en faveur de Don Carlos, favorable aux fors basques et à la religion catholique. Ils perdirent successivement la première guerre carliste qui dura de 1833 à 1840. Puis la seconde guerre carliste, de 1846 à 1849. Et enfin, la troisième guerre carliste de 1872 à 1876. Les Navarrais comme les Basques, vaincus perdirent l'essentiel de leurs fors. A la fin du XIXe siècle, la Navarre comme les autres provinces fut gagnée par un vaste mouvement de renaissance culturelle basque, avec comme figure emblématique Arturo Campion.

La Communauté forale de Navarre, en bref

Population : 644 566 habitants (en 2012)
Superficie : 10 391 km2
Capitale : Pampelune
PIB/ habitant : 28 900€ (3e région de l'Etat espagnol)
Taux de chômage : 15.7%

Echec de l'autonomie basco-navarraise

Puis pour faire face au nationalisme basque naissant et conquérant des premières décennies du XXe siècle, la droite espagnole diffuse l'idée d'un particularisme navarrais, intégré dans la nation espagnole. Cette idée se répandra progressivement, en particulier, dans les zones contrôlées par les grands propriétaires terriens, relais locaux de ce navarrisme espagnol. Le Sud de la Navarre jusqu'à Pampelune subira cette influence.

A l'occasion du débat sur le Statut d'Autonomie du Pays Basque, dans

les années 30, les représentants des communes navarraises votèrent en majorité contre le fait d'intégrer la Navarre, dans ce Statut d'autonomie, le 19 Juillet 1932. Réunis au théâtre Garayalde de Pampelune, 123 délégués votèrent contre l'intégration au Statut, 109 pour et il y eut 35 abstentions. Cette opposition était inattendue puisqu'une majorité de communes délibérèrent en faveur du Statut : 127 contre 115. 16 délégués trahirent le vote de leur commune, en votant contre ou en s'abstenant.
La guerre civile creusa encore davantage le fossé entre Navarrais et Basques des autres provinces. Les Navarrais se rangèrent majoritairement du côté franquiste, avec les fameux requetes, les combattants navarrais de l'armée franquiste. Les Basques des autres provinces combattirent en majorité dans le camp républicain. Les frères carlistes du XIXe siècle devinrent des frères ennemis en 1936. Les carlistes catholiques navarrais furent attirés par la croisade catholique des franquistes, alors que les carlistes devenus majoritairement nationalistes catholiques, dans les 3 autres territoires historiques, furent des alliés fidèles des Républicains.

Héritage post-franquiste

La droite espagnoliste s'est emparée de cette division pour tenter de l'alimenter et éloigner les Navarrais du nationalisme. Le Parti régionaliste espagnol UPN : Union du Peuple Navarrais est l'héritier de cette Navarre espagnole rejetant sa part de basquitude et fidèle à l'esprit des requetes franquistes. Récemment, ce parti au pouvoir en Navarre a décidé de décorer deux Navarrais franquistes, pour leur engagement en faveur de la Navarre.

Les principaux partis politiques

UPN : Union du Peuple Navarrais : droite régionaliste navarraise et espagnole. Ce mouvement associe la spécificité navarraise à son appartenance à la nation espagnole. En partie héritière du puissant courant navarrais pro-franquiste, il mène une politique hostile à l'euskara. UPN, premier parti de la région, gouverne les institutions navarraises depuis 1991, excepté la brève parenthèse socialiste, de 1995-1996. Impliqué dans de nombreux scandales de corruption, dans un contexte de crise économique, l'hégémonie d'UPN est actuellement mise en cause. Le scrutin de mai s'annonce très ouvert, avec plusieurs coalitions envisageables.

PSOE : Parti socialiste espagnol. Sa branche navarraise est le PSN : Parti Socialiste Navarrais.

La Gauche Abertzale : elle s'est présentée récemment sous différents sigles : Amaiur, pour les élections au Congrès espagnol, Bildu, lors des dernières élections au Parlement foral ou encore EH Bildu, lors des dernières élections.

Geroa Bai : coalition électorale constituée d'EAJ-PNB et d'indépendants non encartés.

Nafarroa Bai : coalition électorale abertzale, constituée en 2003.
En 2011, à l'occasion des élections au Parlement espagnol, Nafarroa Bai était constituée d'EAJ-PNB, de Aralar et d'indépendants. Aralar quitte Nafarroa Bai et intègre la coalition Amaiur. Geroa Bai succède à Nafarroa Bai avec les tendances politiques restées fidèles à cette coalition.

PP : Parti Populaire. Il s'agit du Parti de la Droite espagnole, traditionnellement hostile aux nationalismes périphériques, basque et catalan. Il se présente en coalition avec UPN, à l'occasion des élections au Congrès des Députés.

Podemos : Coalition électorale issue du mouvement des Indignés, ce Parti qui prétend rénover la vie politique, par des méthodes participatives et une structuration en réseau a réalisé la sensation lors des élections européennes de 2014, en devenant le 3e Parti espagnol, avec près de 8% des voix. Son leader Pablo Iglesias, charismatique débatteur a pris les rênes de ce mouvement, en voie d'implantation, partout en Espagne.

Ciudadanos : ce mouvement est né en Catalogne et se pose en rempart au nationalisme catalan. Il s'est structuré depuis peu, sur l'ensemble de l'Etat espagnol et se pose en garant d'une Espagne égalitariste, centralisée, forte et débarrassée de la corruption.

Les institutions Navarraises

La Navarre actuelle est une des 17 Communautés Autonomes d'Espagne. Son titre exact est celui de Communauté Forale de Navarre, en référence à l'actualisation des fors reconnus dans la Constitution espagnole. La Navarre bénéficia d'un Statut régional particulier, durant le franquisme. Lors du retour de la démocratie, ce statut a été amélioré, d'où son titre officiel : « amejoramiento del fuero ». Ils sont le fruit d'une bataille politique entre les partisans d'une Navarre seule et ceux qui souhaitaient l'intégration de la Navarre au reste du Pays Basque. Ce débat est toujours ouvert et actuel.

Leur genèse

Les institutions navarraises actuelles ont été créés au moment du processus de démocratisation, en Espagne. Suite à la mort de Franco et à l'arrivée au pouvoir du roi Juan Carlos, des élections constitutives du Parlement espagnol ou Cortes ont lieu, en 1977. En Navarre, l'UCD du président Adolfo Suarez et le PSOE du jeune Felipe Gonzalez obtiennent à eux deux 50% des voix et envoient à Madrid, l'ensemble des députés issus de la Navarre.

Une coalition de partis de gauche, communiste et abertzale, nommée UNAI obtient 9.47% des voix. AFN, le Parti de droite et d'extrême droite régionaliste espagnol obtient 8.47% des voix. EAJ-PNB quant à lui, participe à une coalition nationaliste avec deux autres mouvements, sous le sigle UAN : Union Autonomiste de Navarre. Elle obtient 6.99% des voix. Une coalition de la gauche communiste espagnole AET obtint quant à elle 5.11% des voix.

Les pro-basques minoritaires

A l'issue de ces élections, le camp favorable au rattachement de la Navarre au reste du Pays Basque est avant tout représenté par le PSOE. Il est néanmoins largement minoritaire, puisque le PSOE et les deux listes nationalistes totalisent 38.16% des voix. Dans un premier temps, le Gouvernement d'Adolfo Suarez était ouvert à cette intégration. Mais face à la pression de son propre parti, l'UCD, mais aussi de secteurs hostiles à cette option et face au revirement du PSOE, le Gouvernement fit marche arrière. Résultat : la Constitution reconnaît le régime foral de Navarre. La Navarre peut également intégrer le reste du Pays Basque sud, dans le cadre d'un processus prévu par la Constitution espagnole. Le Statut d'autonomie du Pays Basque prévoit également la possibilité pour la Navarre d'en faire partie.

Suite à la promulgation de la Constitution, un décret royal en date de Janvier 1979, a créé un Parlement Foral de Navarre, comme lieu de représentation démocratique de la société navarraise. Dans la foulée, des élections à ce Parlement ont lieu, en avril 1979. Un nouveau Parti fait irruption dans la scène politique navarraise. Il s'agit d'UPN, Union du Peuple Navarrais, issu d'un secteur critique d'UCD qui refusait la possibilité laissée à la Navarre d'intégrer le Pays Basque.

UCD remporta à nouveau les élections, avec 26.80% des voix, suivi du PSOE, avec 19.02% des voix et UPN, troisième avec 16.16% des voix. Ces 3 formations politiques hostiles à la « Navarre basque » cumulaient 62% des voix et 75% des nouveaux députés au Parlement de Navarre. Le monde abertzale totalisa 25% des voix. Une commission composée uniquement de membres favorables à une Navarre autonome négocia une actualisation du Statut navarrais, avec le Gouvernement espagnol, durant plus de 2 ans. Il fut approuvé au Parlement foral, le 15 mars 1982, avec 49 voix pour, 5 contre, dont celles des parlementaires d'EAJ-PNB. Les 16 Parlementaires restants de Herri Batasuna décidèrent de ne pas assister au vote.



A Pampelune, le monument à la gloire des fueros navarrais, suite à une révolte des Navarrais, la Gamazada, pour préserver leur régime fiscal, à la fin du XIXe siècle

Situation politique

La Navarre est traditionnellement dirigée par la droite, depuis le retour des institutions démocratiques, même si la première période fut socialiste, de 1984-1991 et 1995-1996 qui se sont achevées du fait de scandales de corruption. La Navarre a été gouvernée par UPN, seul ou en coalition. Le socialisme navarrais et le nationalisme basque sont les deux autres grandes tendances traditionnelles, en Navarre.

Les socialistes sont aujourd'hui en déclin, en Navarre. Minés par plusieurs scandales, ils peinent à redevenir une alternative crédible. Alors qu'en 1983, le PSN était le premier parti navarrais, avec 94 737 voix et 35.87% des suffrages, il obtenait 91 645 voix et 33.36% des suffrages, en 1991, en étant dépassé pour la 1ère fois, par UPN et perd le pouvoir au profit de cette formation politique. En 1995, le PSN commence à perdre du terrain, 62 021 voix et 20.86% des suffrages, même s'il parvient à constituer un éphémère gouvernement de coalition. Son leader Gabriel Urralburu, accusé puis condamné pour corruption est destitué et UPN retrouve son leadership. Le PSN se maintient à environ 20-21% des voix, jusqu'en 2011, où il tombe à 15.85% des voix. Les socialistes navarrais obtiennent des résultats liés aux variations de tendance, dans le reste de l'Etat espagnol. Soumis aux pressions d'UPN et du nationalisme basque, le PSN ne parvient plus à défendre une ligne politique claire.

Le nationalisme basque est constitué des deux tendances politiques présentes depuis le post-franquisme : le nationalisme institutionnel avec

EAJ-PNB a-t-il lâché la Navarre ?

Il s'agit d'une des critiques traditionnelles formulées par la Gauche Abertzale contre EAJ-PNB. Et pourtant, la situation est assez simple. Les partis pro-Navarre autonome ayant toujours été majoritaires lors de tout ce processus d'institutionnalisation de la Navarre, EAJ-PNB n'a jamais pu réussir à intégrer la Navarre dans le Statut d'Autonomie du Pays Basque. Fallait-il qu'EAJ-PNB refuse ce Statut d'autonomie de Gernika, du fait de l'absence de la Navarre ? En parti démocrate, EAJ-PNB a accepté la majorité navarraise issue des urnes, tout en obtenant le maximum possible, contre l'avis du secteur navarriste le plus dur : la possibilité pour la Navarre d'intégrer Euskadi, comme le prévoient la Constitution espagnole et le Statut d'autonomie de Gernika. Malgré un contexte particulièrement défavorable, ce fut une concession majeure obtenue en grande partie par EAJ-PNB. L'attitude du PSOE est particulièrement critiquable, en changeant de position sur ce thème. Si le PSOE avait maintenu, sa position initiale pro Navarre basque, le rapport de force aurait été différent. Mais inutile de rentrer dans un scénario de politique fiction.

EAJ-PNB et EA et le nationalisme rupturiste avec la Gauche Abertzale. EAJ-PNB peine à exister en Navarre, suite à la scission interne des années 80 et l'irruption d'EA, qui en Navarre amena avec elle l'essentiel de l'organisation d'EAJ-PNB. Jusqu'en 2003, le nationalisme basque dans son ensemble, oscille entre 15% et 22% des voix. Suite à l'interdiction de la Gauche Abertzale et la constitution du Parti Aralar, issu de ce monde, une coalition électorale nommée Nafarroa Bai, se constitue avec les 3 partis : Aralar, EA et EAJ-PNB, mais aussi de nombreux indépendants, dont la leader charismatique Uxue Barcos, ex-journaliste vedette d'ETB. En 2007, Nafarroa Bai obtient 77 872 voix et 23.62% des suffrages. En 2011, le nationalisme basque obtient un résultat historique toutes tendances confondues avec Nafarroa Bai qui obtient 49 827 voix et 15.41% des suffrages et le nouveau sigle de la Gauche Abertzale, Bildu qui recueille 42 916 voix et 13.27% des suffrages, soit un total cumulé de 92 743 voix et 28.68% des suffrages !
L'enjeu des élections à venir est assez simple : UPN affaibli réussira-t-il à constituer une nouvelle coalition électorale ?

Résultats des dernières élections
Elections au Parlement foral de Navarre – 22 Mai 2011

Parti	*Nombre de voix*	*Pourcentage %*	*Nombre de sièges*
UPN	*111 474*	*34.5*	*19*
PSN-PSOE	*51 238*	*15.9*	*9*
Na-Bai	*49 827*	*15.4*	*8*
Bildu	*42 916*	*13.3*	*7*
PP	*23 551*	*7.3*	*4*
Izquierda-Ezkerra	*18 457*	*5.7*	*3*

L'euskara en Navarre

L'euskara est essentiellement parlée dans la partie nord et montagneuse de la Navarre. L'euskara y jouit d'un statut de co-officialité. Elle est également parlée à Pampelune et dans les alentours. Elle bénéficie d'un statut intermédiaire moins protecteur, dans cette zone. Elle est peu parlée dans la partie sud de la Navarre, où elle ne dispose d'aucune protection légale. Son statut juridique est lié à l'intensité de sa présence. Ce statut consacre de fait une vision statique de la réalité linguistique. L'euskara est historiquement l'autre langue de la Navarre, avec notamment un toponyme basque présent dans l'ensemble de la province. Au minimum, son étude favoriserait une meilleure compréhension du sens profond des territoires concernés. Les bascophones se déplacent sur l'ensemble de la province et devraient jouir des mêmes droits linguistiques que les autres. De même, la volonté des populations n'est pas à la base de cette norme linguistique. Le fait de ne pas être bascophone n'est pas synonyme d'opposition à l'euskara. Une vision beaucoup plus dynamique et ouverte de l'euskara pousse à son officialisation, sur l'ensemble de la Navarre. Quitte à s'adapter à la réalité linguistique de chaque sous-territoire.

Selon la dernière enquête socio-linguistique, réalisée en 2011, 11.7% des Navarrais sont bascophones actifs, c'est-à-dire, capables de comprendre, de lire, écrire et de parler en euskara. Ils étaient 9.5% en 1991. 7.5% sont



Uxue Barkos, candidate de Geroa Bai, à la présidence du Gouvernement de Navarre

bascophones passifs, capables de comprendre l'euskara. La situation de l'euskara demeure minoritaire en Navarre, mais elle s'améliore, du fait pour partie de sa forte concentration dans la zone nord, avec un seuil critique suffisant pour permettre un usage courant de l'euskara. Son influence s'étend désormais dans la zone de Pampelune, malgré une politique linguistique contraire à l'euskara, de la part des administrations navarraises. L'enjeu de re-basquisation de Pampelune est évidemment fondamental, puisque la moitié de la population de la province y est concentrée. A noter que comme en Euskadi, les populations les plus jeunes sont aussi les plus bascophones. En 2011, 20.8% des 16-24 ans étaient bascophones actifs face aux 9.3% de bascophones chez les plus de 65 ans. Un autre signe encourageant : l'attitude des Navarrais à l'égard de l'euskara évolue favorablement. Il redevient progressivement l'autre langue de la Navarre. Alors qu'en 1991, seuls 21.6 des personnes étaient favorables à la promotion de l'euskara, ils étaient 37.7% à l'être en 2011, soit une progression de plus de 15%, en 20 ans !

Euskadi, l'union de 3 territoires frères

Euskadi, la Communauté Autonome Basque est composée des trois territoires historiques du Pays basque : Araba, Bizkaia et Gipuzkoa. Conformément au souhait d'EAJ-PNB, ce territoire porte le nom d'Euskadi, inventé par Sabino Arana, comme embryon du futur Etat basque européen qui regrouperait les 7 territoires historiques, la Navarre et Pays Basque nord inclus.

Repères historiques

Comme la Navarre, l'existence de ces trois territoires est très ancienne et remonte au minimum au Bas-Moyen-Age. La première dénomination du Gipuzkoa apparaît au XIe siècle, comme une terre du Royaume de Navarre. Au VIIIe siècle, l'Araba apparaît en tant que comté d'un roi asturien. Au XIIe siècle, l'Araba intègre à son tour, le Royaume de Navarre qui lui confère des fueros. La Biscaye quant à elle, fut incluse dans le Royaume de Pampelune, en 905. De facto, ces territoires sont connus pour échapper à la domination des envahisseurs et être de facto, quasi-indépendants. Ces trois territoires ont intégré le monde castillan, en 1200, pour l'Araba et le Gipuzkoa, tout en gardant leurs prérogatives, leurs fueros. La Biscaye connût un processus différent.

Une Bizcaye indépendante

En étudiant l'histoire de la Biscaye, le jeune Sabino Arana Goiri vit dans le régime juridique en vigueur, celui des fueros, une indépendance de fait de la Biscaye, puisque tout seigneur de Castille devait respecter les décisions prises par les Biscayens, pour être accepté comme seigneur de Biscaye. Par un jeu d'alliance, la seigneurie passa en 1370, à l'infant Jean de Castille. Il y eut une union personnelle de la Biscaye avec la couronne de Castille et non une fusion.

Un système de fueros ancien

Le fait marquant est néanmoins le système des fueros qui traversa le temps tout en étant similaire d'un territoire à l'autre. Un système pré-démocratique au sud comme au nord, dans lequel les maîtres de maison géraient ensemble les affaires communes de leur village, tout en envoyant leur délégué à l'Assemblée provinciale. De fait, le système féodal beaucoup plus asservissant eut du mal à percer en Pays Basque, à l'exception des terres navarraises. Bien avant la rédaction de l'Habeas Corpus, en 1679, en Angleterre, les fors basques, en particulier de Biscaye avaient codifié un système judiciaire, respectueux de la personne humaine. La torture était expressément interdite en Biscaye et en Gipuzkoa. En 1611, le for de Basse-Navarre déclarait : *« Nul ne sera contraint par corps, ni assigné par ajournement personnel sans information et décret préalable, si ce n'est en cas de flagrant délit et suspicion de fuite »*



Du carlisme au nationalisme

Au XIXe siècle, suite aux guerres carlistes, les Basques des 3 provinces subirent le même sort que les Navarrais, avec la quasi-suppression des fors. Il s'agira d'un des ferments de la réaction nationaliste. A la fin du XIXe siècle, EAJ-PNB recruta d'abord dans les rangs des foralistes et des carlistes, en donnant une projection nationale et moderne au droit ancien et coutumier. Contrairement à la Navarre, le nationalisme basque connût une expansion rapide, en Biscaye, puis en Gipuzkoa et en Araba. Le nationalisme allié des Républicains, lors de la guerre civile, provoqua une répression franquiste particulièrement dure, en Pays Basque. L'Araba, Bizkaia et Gipuzkoa furent déclarés « provinces traîtres » et cette répression concerna toute personne vivant dans ces territoires, quelle que soit son origine.

Araba, en bref

Population : 321 417 habitants (2013)
Superficie : 3 037 km2
Capitale : Vitoria-Gasteiz
51 communes

Bizkaia, en bref

Population : 1 155 241 habitants (2012)
Superficie : 2 217 km2
Capitale : Bilbo-Bilbao
111 communes

Gipuzkoa, en bref

Population : 709 607 habitants
Superficie : 1 909 km2
Capitale : Donostia-St Sébastien
88 communes

Situation politique

L'Araba se re-basquise

L'Araba est traditionnellement la province la moins abertzale d'Euskadi. La diputation forale de Araba et la mairie de Vitoria-Gasteiz sont actuellement dirigées par le PP espagnol. Les abertzale toutes tendances confondues obtiennent environ 40% des voix. Traditionnellement, le nord de l'Araba, plus montagneux et bascophone vote davantage abertzale que le sud de la province, formé d'une plaine moins bascophone, dans laquelle est notamment cultivée une partie des célèbres Rioja. EAJ-PNB est néanmoins très implanté dans l'ensemble de la province. Vitoria-Gasteiz, sa capitale agglomère près de 80% de la population d'Araba. Elle est dirigée depuis près de 15 ans par des partis espagnolistes.

Résultats des dernières élections forales en Araba – 22 mai 2011 - Participation : 156 390 63.63%

Parti	*Nombre de voix*	*Pourcentage %*	*Nombre de sièges*
PP	*39 652*	*26.69*	*16*
EAJ-PNB	*36 224*	*24.38*	*13*
Bildu	*32 004*	*21.54*	*11*
PSE-PSOE	*24 912*	*16.77*	*9*
Ezker Batua	*6 253*	*4.21*	*2*
Aralar	*4 174*	*2.81*	*0*

Le Gipuzkoa : la terre abertzale

Province industrielle et bascophone, foyer du coopérativisme basque, la province du Gipuzkoa est traditionnellement la plus abertzale des provinces basques. EAJ-PNB y est bien implanté. Elle est aussi le bastion de la Gauche Abertzale. Le Parti Socialiste était traditionnellement fort dans des bastions ouvriers de la banlieue de San Sebastien, Eibar, Lasarte-Oria, … qu'il a quasiment tous perdu, lors des dernières élections, à l'exception notable d'Irun. En 2011, Donostia-San Sebastian, la capitale Gipuzkoanne a tourné la page socialiste du maire Odon Elorza et a choisi un maire issu de la coalition Bildu, Juan Carlos Izaguirre .

Résultats des dernières élections forales en Gipuzkoa – 22 mai 2011 - Participation : 347 792 62.68%

Parti	*Nombre de voix*	*Pourcentage %*	*Nombre de sièges*
Bildu	*119 100*	*35.43*	*22*
EAJ-PNB	*80 864*	*24.05*	*14*
PSE-PSOE	*59 008*	*17.55*	*10*
PP	*34 494*	*10.26*	*4*
Aralar	*17 230*	*5.13*	*1*
Ezker Batua	*9 014*	*2.68*	*0*

La Biscaye : fief d'EAJ-PNB

La Biscaye est la terre de naissance du nationalisme basque, avec la création d'EAJ-PNB, en 1895. Elle demeure le fief politique et électoral d'EAJ-PNB, en 2015. EAJ-PNB gouverne la diputation forale et la plupart des villes et communes de Biscaye, dont la première d'entre elles, Bilbao, à la majorité absolue, depuis 2011. La Biscaye est également traditionnellement la terre d'élection du socialisme qui est également né, en Espagne, dans les « banlieues rouges » de Bilbao, à la fin du XIXe siècle. L'influence du PSOE est également en train de s'effriter au cœur même de son fief originel : la margen izquierda, la banlieue la plus ouvrière de Bilbao. EAJ-PNB est parvenu à lui ravir les villes de Sestao et de Santurtzi et tentera de remporter Barakaldo, la 2e ville de Biscaye, détenue par le PSOE, tout comme Portugalete. La grande bourgeoisie basque, traditionnellement fidèle au PP est en grande partie biscayenne. Elle occupe entre autres les beaux quartiers de Getxo, où le PP est toujours très bien représenté.

Résultats des dernières élections forales en Biscaye – 22 mai 2011 - Participation : 589 827 64.02%

Parti	*Nombre de voix*	*Pourcentage %*	*Nombre de sièges*
EAJ-PNB	*216 455*	*38.07*	*22*
Bildu	*122 169*	*21.49*	*12*
PSE-PSOE	*97 008*	*17.06*	*9*
PP	*80 215*	*14.11*	*8*
Ezker Batua	*20 479*	*3.60*	*0*
Aralar	*15 838*	*2.79*	*0*

L'Aquitaine, c'est chaud !

La mairie de Bayonne organisait ce Jeudi 23 Avril, une série de conférence sur le changement climatique. L'occasion d'évoquer un exposé sur les effets prévisibles du réchauffement climatique, en Aquitaine, sur la base du scénario le plus négatif, mais le plus probable si nous maintenons notre mode de vie actuel sans mesures fortes pour atténuer ce phénomène.

Le chercheur du CNRS et climatologue, Françis Grousset a rendu compte d'un travail scientifique collectif réalisé pour la région Aquitaine, à partir d'une commande précise : si les prévisions du GIEC sont exactes, quels sont les effets du réchauffement climatique, pour cette région ?

Pour ce chercheur, la question n'est plus de se demander si les prévisions du GIEC sont pertinentes, mais comment nous répondons à un scénario du pire qui est indiscutable. Jean Jouzel, vice-président du GIEC, également présent à Bayonne, précisait un peu plus tard : *« Il y a 25 ans, nous avions déjà prévu les événements que nous constatons aujourd'hui. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'événements normaux dans un scénario de réchauffement climatique».* L'heure n'est plus de se dire, comment fait-on pour stopper le réchauffement climatique. Il est déjà trop tard pour cela. Il aurait fallu nous écouter bien avant. Nous savons qu'en 200 ans, la température moyenne s'est accrue de 40%, alors qu'elle était restée stable durant 10 000 ans. Les 30 dernières années sont les plus chaudes jamais connues. Notre réflexion doit désormais porter sur comment fait-on pour atténuer le réchauffement climatique ? »

+ 3°C en 60 ans

Francis Grousset montre qu'à l'évidence, nous sommes déjà immergés dans ce scénario du réchauffement climatique. En 60 ans, la température en Aquitaine a augmenté déjà de 3°C, alors qu'elle a augmenté en moyenne de 1°C, en 100 ans dans le monde. Nous assistons et continuerons à assister à une modification substantielle de notre environnement naturel et des conséquences directes sur notre économie et notre quotidien.

Nous serons dans un climat plus méditerranéen, avec des canicules fréquentes. Les épisodes météorologiques extrêmes : tempêtes, inondations, bourrasques de vent … sont déjà en augmentation et ce phénomène s'accélérera. En 2100, le niveau de la mer aura augmenté en moyenne de 1 mètre ! Cela signifie



Le vignoble Irulegi sera affecté par le changement climatique

que les zones côtières continueront à s'éroder et seront régulièrement inondées ou même submergées. L'avancée de la mer est déjà perceptible un peu partout en Aquitaine. Cela suppose aussi une montée du niveau des rivières. Il faut dès aujourd'hui prévoir des scénarios d'adaptation. Quelles zones doivent être protégées par des systèmes de digues ou autres pour contenir cette montée ? Comment répond-t-on à des phénomènes de crues soudaines, comme au Pays Basque en 2014 ? Quelles zones accepte-t-on de perdre ?

La question des ressources en eau sera également posée avec une évaporation plus grande et une diminution globale des précipitations. L'Aquitaine est une zone relativement privilégiée, avec des réserves en eau importantes et des nappes phréatiques bien alimentées. Mais la question de la gestion des ressources en eau se posera même dans notre région. A terme, l'irrigation des vignes deviendra incontournable.

Vers une culture de l'adaptation

La vie marine sera également substantiellement modifiée. Nous assistons à une acidification des océans et à un réchauffement général de leur température. Beaucoup d'espèces émigrent déjà vers des zones plus clémentes. Des poissons que l'on trouvait au large du Sénégal sont désormais chez nous, en Aquitaine. Parmi les poissons les plus connus, les daurades peuvent être désormais pêchées en Aquitaine. Cela change et changera évidemment les pratiques traditionnelles de la pêche.

Sur terre, les écosystèmes seront également modifiés. Une étude sur l'impact climatique du cycle de développement de l'huître, montre clairement un ralentissement de ce cycle, d'où un impact direct sur la rentabilité de cette filière, puisqu'il faudra plus de temps et donc d'argent pour parvenir à des huîtres mâtures pour la vente. De même des cépages basiques comme le cabernet pour les vins du Bordelais ou l'Irulegi, risquent de souffrir de la hausse des températures et seront davantage cultivables dans le nord. D'ores et déjà les vendanges ont lieu plus tôt. Nous avons gagné un mois, en quelques décennies. Alors que les vendanges étaient réalisées au début du mois d'octobre, elles le sont désormais, dès le début du mois de septembre et nous devrions gagner encore un mois, avant 2100. Il est probable que des vignobles de zone de montagne gagneront en altitude pour retrouver des températures

normales. Il est probable que l'Irulegi expérimentera ce changement.

Pour un scénario heureux !

De façon générale, la biodiversité actuelle sera affectée. De nombreuses espèces marines et végétales ne parviendront pas à s'adapter, face à une montée aussi rapide des températures. Il est probable par exemple, que les espèces végétales présentes en altitude auront tendance à monter, tout en chassant et en tuant les espèces déjà présentes dans les sommets. L'Aquitaine au climat plus méditerranéen, verra un remplacement des pins maritimes par des chênes verts. Sur le plan sanitaire, les maladies tropicales comme le paludisme et la dengue se développeront en Aquitaine. Les moustiques responsables de ces maladies comment à émigrer vers nos latitudes.

L'heure est à la mobilisation de toutes les forces vives, en cette période de préparation du sommet de Paris, en décembre 2015 qui devra marquer une évolution notable dans l'engagement des pays développés, comme les Etats-Unis et la Chine, contre le réchauffement climatique. Ce défi climatique peut être vécu de trois façons : le fatalisme face à l'immensité de la tâche, la fuite en avant dans une politique de l'autruche ou alors, un défi aux extraordinaires mutations pour passer de la culture de l'avoir à la culture de l'être et ainsi améliorer un quotidien, plus en phase avec la nature, plus économe et plus heureux. La nature sonne l'alarme sur les dérives humaines. A l'être humain de l'écouter.

Chronique d'un danger climatique annoncé

La COP21 de Paris ou 21ème COnférence des Parties aura lieu en décembre 2015. Bref retour historique : le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat ou GIEC a été créé en 1988,



Le moustique responsable de la dengue

dans le cadre d'un programme des Nations-Unis. Sa mission est d'étudier de façon scientifique sans parti pris les risques liés au changement climatique. Son premier rapport alarmiste de 1990 a profondément marqué l'ONU et a inspiré la rédaction d'une convention cadre des Nations Unis sur le changement climatique. Un premier sommet de la terre a lieu à Rio, en 1992. La Conférence des Parties ou COP est l'organe suprême chargé de superviser et d'animer cette convention cadre. Chaque rapport du GIEC a mis la pression sur la nécessité d'avancer de façon substantielle. Le deuxième rapport du GIEC : « Changements climatiques 1995 » a servi de base à la négociation du protocole de Kyoto, en 1997. Pour la 1ère fois, des pays s'engageaient à suivre une série de mesures concrètes. Alors que l'Europe s'engage dans ce protocole, les Etats-unis, le Canada ou la Chine s'y refusent. Le troisième rapport du GIEC « Bilan 2001 des changements climatiques » fait grand bruit, au regard des prévisions pessimistes avancées. Les médias s'emparent de ce thème et les premières critiques se font jour. Le 4e rapport du GIEC, en 2007 « changements climatiques 2007 » confirme la tendance alarmiste du précédent rapport. La COP de Copenhague, en 2009 établit pour la première fois, un objectif chiffré d'atténuation globale du réchauffement climatique à 2°C. Mais peu de pays s'engagent et ce sommet, présenté comme celui de la dernière chance est un échec. Le 5e rapport, élaboré par plus de 800 scientifiques sort en 2014 et met la pression sur la nécessité d'un véritable accord international. En décembre 2014, la COP20 de Lima prépare celle de Paris, en Décembre 2015. Enfin, la Conférence qui réussira à engager l'ensemble des pays vers une atténuation du changement climatique à 2°C d'ici 2100 ?

Beñat Oteiza

Le rôle primordial des pouvoirs locaux

Jean Jouzel, vice-président du GIEC est catégorique et reprend une conclusion du dernier rapport du GIEC : *« le rôle des pouvoirs locaux est primordial. Par exemple, tout ce qui concerne le renouvelable se créé dans les territoires »*. Plus tôt dans l'après-midi, le cas du plan environnemental de l'ACBA était éclairant : les déplacements responsables majeurs de l'émission de gaz à effets de serre sont avant tout organisés localement. Idem pour les économies d'énergies avec les logements ou les territoires à énergie positive, qui produisent plus d'énergies propres qu'ils n'en consomment. Il s'agit donc d'unités énergétiquement autonomes qui n'ont pas besoin d'approvisionnement extérieur.

Jean Jouzel insiste également sur la nécessité d'une mobilisation générale, y compris de chaque citoyen. *« En France, la moitié des déplacements sont des déplacements domestiques, réalisés au quotidien, par les individus. Il revient à chacun de modifier ces comportements vers une plus grande sobriété »*. Aux pouvoirs locaux également d'inciter au covoiturage par exemple.

Le centre de la Nive, débordé par la finance

En cette période de fête du travail, célébrée comme tous les ans, le 1er mai, la fermeture possible du centre de soins de la Nive, à Itxassou montre le manque de sensibilité de directions lointaines, vis-à-vis de près de 50 personnes menacées de reconversion précaire et à l'égard d'une commune, mi-rurale, mi-urbaine comme Itxassou, qui verrait un de ses centres de vie disparaître.

Un centre de soins à délocaliser

Le centre de soins de suite et de réadaptation (CSSR) de la Nive, communément nommé la maison de repos, à Itxassou, prend en charge des personnes âgées de plus de 75 ans qui sont en situation de fragilité et en risque de perte d'autonomie, suite à une hospitalisation ou à une intervention chirurgicale. Il personnalise les soins de façon globale, après avoir évalué l'état général d'un patient, sur les plans psychologique, physique ou social. Ce centre créé en 1959 dispose actuellement de 53 lits.

Il a été géré au départ par la CPAM de Bayonne pour répondre aux besoins des patients du bassin de vie : côte basque, zone péri-urbaine et rurale en Basse-Navarre. Ce centre dépend de la CNAMTS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés) qui en a confié la direction opérationnelle à la direction nationale du groupe UGECAM (Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses de l'Assurance Maladie), en 2009. Les UGECAM ont été créés en 2000 par transferts des établissements sanitaires et médico-sociaux, appartenant aux CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) et aux CRAM (Caisse Régionale d'Assurance Maladie). Le centre de la Nive a donc été géré dès 2000, par l'UGECAM local. Puis, suite à la création d'une Direction Nationale, en 2009, il est depuis lors géré par ce Groupe.

L'UGECAM est un établissement privé à but non lucratif, dépendant de la Caisse d'Assurance maladie qui réalise globalement plus d'un milliards d'euros de chiffres d'affaires et gère en France, 225 établissements sur 150 sites géographiques avec 14 500 places et lits. Il assure entre autres la formation de 8500 personnes handicapées à de nouveaux métiers chaque année.



Mobilisation pour sauver le centre de soins La Nive

Depuis le changement de direction, en 2000, le centre de soins de la Nive a connu tour à tour, plusieurs projets de délocalisation sur la côte basque, qui indique un changement d'orientation de la nouvelle entité gestionnaire. De 2001 à 2006, un premier projet de délocalisation sur le site de l'hôpital de Bayonne, à Camp de Prats a échoué. En 2010, la délocalisation sur Bayonne n'est plus d'actualité, mais un nouveau projet est dévoilé : la construction d'un nouveau centre plus important de 60 à 80 lits, à Anglet. L'acquisition d'un terrain sur cette commune fut la première étape de ce projet. Coût de l'achat du terrain : 1 millions d'euros. A cela s'ajoute les frais d'architecte : 380 millions d'euros. Finalement, en 2014, ce second projet est abandonné, suite à un changement administratif qui remettait en cause sa viabilité !

3 projets annulés

Dès le mois de mai 2014, la direction régionale d'UGECAM présente un 3e projet : une délocalisation à la polyclinique privée Aguilera, avec le transfert de 30 à 35 lits sur un étage de l'établissement, moyennant un loyer de 269 000€/an et des travaux de rénovation et d'autres charges. Un déficit est également annoncé, alors que l'établissement parvenait à l'équilibre jusque-là. Depuis lors, les relations entre une grande partie du personnel et la direction se dégrade, puisque les délégués du personnel refusent de donner un avis, faute d'éléments suffisants. Puis en Juin 2014, nouveau revirement de la direction qui décide d'abandonner ce 3e projet, pour un nouveau problème administratif, à savoir une date butoir pour présenter leur projet, impossible à tenir ! Simple prétexte ou pas, le fait est que ce dernier projet est bel et bien abandonné.

En Octobre 2014, la direction générale d'UGECAM Aquitaine annonce aux membres du Comité d'Entreprise, une recherche d'équilibre entre 30 et 35 lits sur le site d'Itsasu. Depuis lors, la situation est floue et labyrinthique. Les 3 médecins lâchent la structure et refusent des admissions, alors que

des lits sont vides, un personnel gardé dans le flou sur l'avenir du centre, une direction à plusieurs niveaux, local, régional, national qui entretient cette incertitude, des intermédiaires influents comme l'inspection du travail, étonnée par la situation vécue par les salariés, une Agence Régionale de la Santé, présente en relais avec les élus tout en étant en retrait. Avec finalement, une mise au chômage technique du personnel du centre de soins.

L'heure de vérité : fermeture ou reprise ?

Mme Maritxu Elis, déléguée du personnel FO commente : *« pour l'heure, nous sommes tous au chômage technique. Nous suivons des formations. En Juillet, il y aura un plan social, pour nous reclasser en fonction de la situation de chacun »*. Elle espère comme beaucoup l'arrivée d'un repreneur, mais elle craint *« une activité maintenue pendant 1 an, puis le transfert des lits vers Libourne ou ailleurs »*.
L'heure de vérité est arrivée. Dernière opportunité : la ré-ouverture du centre de soins avec un nouveau repreneur. La mairie d'Itxassou, en charge du foncier, est catégorique : *« ce terrain est destiné à une activité médico-sanitaire. Hors de question de modifier la nature de ce terrain. Nous bloquons toute envie de spéculation foncière »*. Cette reprise devrait concerner une activité identique ou proche qui permettrait au personnel d'être ré-embauché.

Ce dossier illustre la logique financière à l'œuvre dans un centre, intrinsèquement rentable : un plein d'activités durant des années et un équilibre financier atteint en période normale. On pouvait imaginer qu'une structure dépendante de la Caisse Nationale d' Assurances Maladie, organisme public du secteur social serait quelque peu préservée de logique financière purement privée. A l'arrivée, le résultat est pire : une mentalité financière à la privée, doublée d'une gestion publique chaotique, dans un contexte de forte incertitude administrative affectant la pérennité des projets. Entre 2001 et 2015, L'UGECAM a réussi le tour de force de lancer puis d'annuler 3 projets de délocalisation, à Bayonne, à Anglet et à Biarritz ! Avec les frais inhérents à toute étude de projets, notamment au passage, près de 1.5 millions d'euros dépensés en achat de terrain, frais d'architectes et autres sur le 2e projet d'Anglet.



La Nive, un endroit paisible de qualité

Le financier prime sur le social

Que de dépenses d'énergies, de temps et d'argent pour au final, laisser le centre de soins de la Nive se dégrader et négliger les mises aux normes nécessaires à tout établissement de ce type ! Et pourtant, la mairie d'Itxassou, en charge de l'affectation du foncier confirme avoir proposé à l'UGECAM, *« une requalification en zone constructible de terrains de la propriété qui ne l'était pas aujourd'hui, si l'UGECAM avait l'intention d'investir sur place et construire de nouveaux bâtiments. Mais l'UGECAM n'a jamais donné de suite à cette proposition »*.

Pour Dominique Larramendy, médecin à Hasparren et militant d'EAJ-PNB : *« cette priorité à délocaliser correspond à une volonté générale des Agences Régionales de Santé de regrouper ce type de centres dans les bassins de population les plus denses, à savoir dans les principaux centres urbains. Cette logique purement technocratique va à l'encontre d'un équilibre entre les territoires. Et pour gagner quoi ? Comme si Itxassou était si éloigné de la côte basque ? Il est même probable que de certains points de l'agglomération, on se rende plus vite à Itxassou qu'ailleurs dans l'agglomération. Et que veut-on ? Fermer des établissements au cadre paisible et verdoyant un peu à la marge des grandes agglomérations ou proposer aux patients, un cadre plus stressant au cœur des grandes agglomérations urbaines ? Le cadre légal en vigueur pousse également à la concentration des lits et à l'interdiction d'en créer de nouveaux, dans une logique purement financière, de réduction à l'infini des coûts. On est loin de l'esprit de service public »*. La direction régionale de l'UGECAM, agit en direction éloignée du territoire, insensible aux réalités humaines locales et à la vie locale. Que fera-t-elle des autres centres aquitains, dont celui d'Herauritz à Ustaritz, qui sont tous situés comme Itxassou, en périphérie de Bordeaux, Arcachon, Agen, Périgueux ou Libourne ?

Ici, 60% des personnes en voie de licenciement vivent actuellement dans une zone allant d'Ustaritz à St Jean Pied de Port. 40% d'entre elles vivent sur le BAB, mais pratiquement tout le monde souhaitait continuer à travailler à Itxassou. Pour Itxassou, après le transfert en 2002, à un grand groupe des activités de restauration du centre, soit 65 000 repas par an, assurés à l'époque par des fournisseurs et un personnel local, c'est désormais la venue de familles pour visiter leurs proches traités au centre qui est remise en cause, avec ce que cela engendrait de besoins en hébergement, d'achat dans les commerces …

Le pire sera-t-il évité ? Le manque de centres de décisions publics en Pays Basque fait cruellement défaut, à l'heure où nous héritons d'établissements gérés par des réseaux nationaux d'un Etat au sens large, incluant la Sécurité Sociale ; un Etat autrefois puissant et florissant, devenu exsangue et impécunieux.

Beñat Oteiza

Histoire du nationalisme Enbata et l'Europe des peuples (II)

Cette étude sera centrée sur les idées en la matière du journal Enbata jusqu'en 1968. Dès octobre 1960, le ton avait été donné : « *Nous voulons une Europe unie sur la base de la reconnaissance des minorités ethniques et de leur égalité, les régions ayant perdu leurs caractéristiques ethniques pouvant être intégrées à l'Europe unie, sous forme d'entités économiques ou géographiques.* »

La critique sévère de l'Europe des Etats

Enbata ne se gêne pas pour critiquer la conception gaulliste de l'Europe des patries : « L'Europe des patries n'est qu'un panier à crabes ; la méthode supranationale est la seule qui permet d'imposer des décisions de caractère communautaire aux égoïsmes nationaux. »(décembre 1961). Les mots d'ordre sont répétés en juin 1962 : « *Non à l'Europe des Etats de de Gaulle. Europe des peuples : Oui. Europe des Etats : non.* »

Enbata ne saurait se satisfaire d'une simple régionalisation basée sur la création de grandes régions françaises : « *Nous Basques, n'avons rien à attendre d'une capitale bordelaise ou toulousaine.* » (septembre 1961). Les frontières actuelles doivent disparaître car elles ne sont que des obstacles à l'épanouissement des peuples : « *Partisans résolus de l'Europe Unie, nous ne cesserons de demander la libre circulation des hommes et biens en Europe…Les frontières actuelles de l'Europe sont anachroniques, nuisibles au bien général.* » (février-mars 1961).

Enbata signale que l'Espagne a posé sa candidature pour être associée au Marché Commun, même si la nature dictatoriale du régime franquiste empêche une adhésion (février 1962). Jean-Louis Davant regrette le veto de la France à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun (décembre 1967-janvier 1968).

La « Fédération des Peuples Libres d'Europe »

En conclusion de son Rapport Economique au Congrès fondateur d'Itxassou, le 15 avril 1963, Jean-Louis Davant déclare : « *Nos chances d'avenir résident dans l'union des Basques au sein de l'Europe.* » Le but du Mouvement est « *un Pays Basque réunifié dans les Etats-Unis d'Europe fédérés.* » *Depuis septembre 1964, Enbata porte comme sous-titre « Journal Nationaliste Basque et Fédéraliste Européen.*



Jean-Pierre Gouzy, un chantre du fédéralisme européen

Les militants d'Enbata suivaient de près les évolutions des mouvements européens, en particulier de ceux qui se réclamaient du fédéralisme. En 1964, Enbata est accepté au sein de l'UFCEE (Union des Fédéralistes des Communautés Ethniques Européennes) mais Ximun Haran, qui assiste à son Congrès en Andorre, au mois de septembre, n'est pas emballé. En revanche, le mouvement qui a la totale sympathie d'Enbata est le Mouvement Fédéraliste Européen (MFE) où milite son grand ami, Guy Héraud. La « Charte Fédéraliste », adoptée lors du Congrès de Montreux en Suisse en avril 1964, est en vente au siège d'Enbata. Ce Congrès a vu la victoire de l'aile fédéraliste intégrale animée par les amis d'Enbata, Alexandre Marc, Guy Héraud et Jean-Pierre Gouzy.

En 1966, c'est l'annonce officielle de la création d'une région autonome « Pays Basque-7 Provinces » du MFE. En décembre 1967, Enbata confirma l'interdiction de la double appartenance entre Enbata et un autre parti politique, à l'exception du MFE. Lors de la constitution du MFE-Section Euskal Herria en janvier 1968, de nombreux membres d'Enbata –dont l'auteur de ces lignes- y adhérèrent. Adhésion toute symbolique car l'action de ce Mouvement fut des plus discrètes.

Le fédéralisme européen a été un sentiment profond, sincère et partagé par l'ensemble des militants d'Enbata. (On ne trouve pas trace dans le bulletin interne Ekin-espace dans lequel les militants s'exprimaient tout à fait librement- de texte remettant en cause cette politique). Certes, le terme de fédéralisme introduisait un facteur de mesure et de modération mais c'est là un aspect secondaire par rapport à l'aspect fondamental qui est la complémentarité des deux concepts de nationalisme et de fédéralisme. Il convient de se replacer dans le contexte de l'époque et de souligner ce que pouvait représenter de renouveau et d'espoir, l'idée européenne. Dès lors, il y avait un impérieux devoir pour Enbata qui ne pouvait se mettre en marge de cette aspiration comme le déclare le titre d'un des articles du journal : « *Enbata doit se mettre à l'heure de l'Europe* ».

Jean-Claude Larronde

Lema a déjà une histoire !

Voici un condensé de couverture de différents Lema, dont le premier numéro est paru en 1997. Vous pourrez constater au fil du temps, la volonté d'améliorer sa présentation et en parallèle, son contenu.



Février 1997 : Lema est lancé ! avec un 4 pages en noir et blanc !

Mai 1997 : première aventure électorale aux élections législatives de 1997

Septembre 1999 : EAJ-PNB contribue à la grande manifestation pro-département Pays Basque sur l'aménagement des voies existantes

Décembre 2000 : Au lendemain du processus avorté de Lizarra-Garazi, mobilisation contre la violence d'ETA

Mai 2001 : contredisant les sondages, victoire historique d'EAJ-PNB et du Lehendakari Ibarretxe



Janvier 2002 : lancement de l'euro fêté par EAJ-PNB

Novembre 2003 : débat sur la transnavarraise

Janvier 2004 : Josu Jon Imaz, président national d'EAJ-PNB et une nouvelle génération de responsables prennent les rênes de la direction nationale

Avril 2005 : nouvelle victoire électorale du Lehendakari Ibarretxe



Mai 2005 : EAJ-PNB prône le oui au référendum sur le Traité Constitutionnel européen

Février 2007 : suite à une nouvelle rupture de trêve par ETA, rassemblement de protestation monstre à Bilbao

Juillet-Aout 2009 : succès de la liste Euskadi Europan, aux élections européennes

ALDERDIAREN BIZIA
VIE DE L'ALDERDI



Décembre 2009 : EAJ-PNB propose une Collectivité Territoriale pour le Pays Basque nord, idée largement reprise par d'autres mouvements



Octobre 2010 : ETA cesse son activité macabre. Enfin !



Juillet 2010 : Dossier LGV avec un éclairage intéressant d'une responsable politique du Pays Basque sud



Juillet-Aout 2011 : Lema spécial de présentation d'EAJ-PNB



Novembre 2012 : Iñigo Urkullu, nouveau Lehendakari !



Décembre 2012 : Lema Eguna sur la Collectivité Territoriale



Septembre 2014 : Référendum et consultation en Ecosse et en Catalogne. Inimaginable il y a encore 10 ans !



Mars 2015 : Elections départementales. EAJ-PNB poursuit sa route, en Pays Basque nord

LEMA
LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !
Euskal iritzi hilabetekaria / Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la Publication / Agerkariaren zuzendaria : Beñat Oteiza b.oteiza@eaj-pnb.eu

Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
N° CPPAP 0618 P 11238

EAJ/PNB ren berriak jarrai ezazue / Suivez l'actualité d'EAJ/PNB sur : **www.eaj-pnb.eu**

100 % PAPIER RECYCLÉ

ARGIBIDEAK ETA HARPIDETZA RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT
25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Lan tenoreak / Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

URTEKO HARPIDETZA / ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Présidents des Herri Buru Biltzar :
Baiona-Angelu-Biarritze / Bayonne-Anglet-Biarritz : **Alain Massonde** 06 10 27 50 58
Baxe-Nafarroa-Xiberoa / Basse-Navarre-Soule : **Jean-Michel Iribarne**. Hendaia / Hendaye : **David Navarro**.
Lapurdi Barnekalde / Labourd intérieur : **Peio Etxeleku**. Donibane Lohitzun / Saint-Jean-de-Luz : **Koldo Etxebarria**.

IMPRIM'VERT®
Arizmendi inprimategia
D. Garazi - RCS B 410 647 986